

AUJOURD'HUI

Éditorial

Marqué par une charge collective contre M. Jean Chrétien, le forum libéral de Montréal est dominé par la question du lac Meech, y compris le cas fondamental du Sénat, écrit Paul-André Comeau. **Page 12**

Courrier

Comment sauver le pays ? se demandent Québécois et Canadiens. Une lectrice soulève aussi le problème de la caissière et du freluquet ! **Page 13**



Un an après Tiananmen

Des étudiants de l'université de Pékin manifestent leur hostilité au régime communiste, au premier anniversaire de la répression brutale du Printemps de Pékin. A Hong Kong (photo), 200 000 personnes défilent dans les rues. **Page 6**

Schroeter triomphe à la Quinzaine

Le metteur en scène allemand Werner Schroeter, avec une mise en scène prodigieuse (*Medea* de Hans Henny Jahn), domine, et de très haut, le palmarès de la Quinzaine internationale de théâtre de Québec. **Page 11**

Un modéré à l'ACFO

L'Association canadienne-française de l'Ontario se donne un président de tendance modérée, Jean Tanguay, un enseignant de North Bay qui milite à l'association depuis nombre d'années. **Page 4**



Agassi-Chang à Roland-Garros

Les deux tennismen américains se rencontreront en quarts-de-finale des Internationaux de France. **Page 11**

Expos 4 Pirates 3

Page 11

Des yeux pour un robot

Servo-robot de Boucherville est la seule compagnie au Canada à fabriquer des yeux pour robots et le lobe cérébral qui les accompagne. **Page 7**

Le dîner-sauvetage du lac Meech reprend aujourd'hui

Chantal Hébert
de notre bureau d'Ottawa

AU TERME d'un dîner qui s'est prolongé pendant plus de cinq heures, hier soir, le premier ministre Brian Mulroney a refusé de s'avancer à dire si une solution à l'impasse du lac Meech était en vue mais il a annoncé que les pourparlers à onze reprendraient aujourd'hui.

Ottawa et les provinces se réunissent à 11 h ce matin derrière des portes closes pour continuer ces discussions entrecoupées hier soir pour tenter de rescaper en extremis l'accord du lac Meech.

À la sortie du dîner-sauvetage, aucun premier ministre n'a allégué

l'hypothèse d'un déblocage mais tous ont insisté pour dire que la volonté de s'entendre est assez forte pour maintenir le dialogue.

Tout indique cependant que ce premier tour de table à essentiellement consisté à réitérer les points de vue des uns et des autres et que chacun est resté plus ou moins fermement sur ses positions.

« Nous avons eu une discussion aussi exhaustive qu'on puisse vouloir », s'est contenté de dire Brian Mulroney. Un tour d'horizon, a-t-il ajouté, qui sera complété ce matin.

« Nous avons convenu de continuer jour et nuit s'il le faut pour trouver une solution », a affirmé de son côté le premier ministre de la Saskatchewan Grant Devine.

Lorsque les premiers ministres se sont attablés, l'écart entre les provinces signataires de l'accord du lac Meech et les trois premiers ministres dissidents était entier.

Autant Robert Bourassa insiste pour ne pas rentrer d'Ottawa encombré d'ajouts à l'accord, autant les dissidents maintiennent qu'ils n'est pas question qu'ils quittent la table constitutionnelle les mains vides.

« Je ne suis pas venu ici faire des compromis, lançait Gary Filmon du Manitoba à son arrivée dans la capitale fédérale. Je suis venu voir si j'ai affaire à un mur de pierre. » Juste avant de se rendre au dîner, le premier ministre manitobain a fait le

Voir page 14: Le dîner

Bourassa dit avoir presque sept millions de Québécois derrière lui

Bernard Descôteaux
envoyé spécial

OTTAWA — LOIN de s'attendre à des concessions de la part du Québec sur l'accord du lac Meech, le Canada anglais doit savoir, a dit hier le premier ministre Robert Bourassa, que c'est tout le Québec qui refuse des changements à l'accord signé il y a trois ans.

D'entrée de jeu, le premier ministre québécois a, en arrivant au dîner constitutionnel de la dernière chance hier soir, mis carte sur table en disant clairement que politiquement il

n'a aucune marge de manoeuvre pour faire des compromis.

« Je ne le dis pas seul. Je le dis avec l'appui de presque sept millions de Québécois », a ainsi lancé M. Bourassa après avoir expliqué qu'il ne saurait accepter aucun changement, même indirect, sur un concept comme la société distincte auquel certaines provinces voudraient que l'on touche.

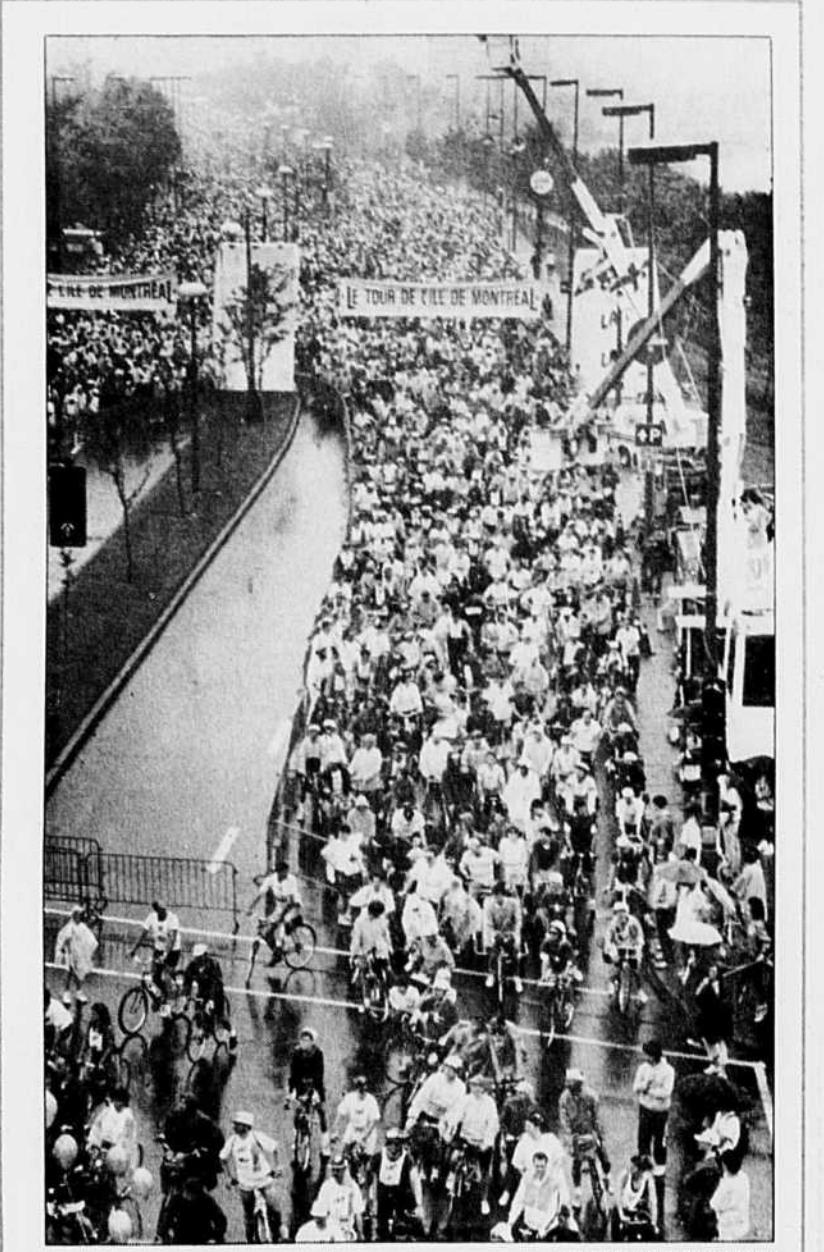
Le temps des concessions pour le Québec est depuis longtemps passé, a dit aussi M. Bourassa, affirmant : « Les concessions qui avaient à être faites ont été faites ! »

Tous les commentaires faits hier

par le premier ministre en se présentant au Musée canadien des civilisations, n'avaient en fait qu'un seul objectif, soit montrer qu'il serait au cours des heures qui allaient suivre d'une fermeté totale. « Les Québécois peuvent être confiants que la position du Québec sera défendue avec la fermeté nécessaire », a-t-il d'ailleurs souligné.

Pour sauver non seulement l'accord mais aussi l'unité du pays qui est clairement en jeu, M. Bourassa a dit croire que le Canada anglais n'a qu'une solution : accepter la ratification tel quel de cet accord.

Voir page 14: Bourassa



Le Tour malgré tout

Environ 38 000 cyclistes attendaient, hier, le départ du Tour de l'île de Montréal, à l'angle Sherbrooke et Pie IX (ci-haut) et les organisateurs n'avaient toujours pas pu déterminer, en fin de journée hier, combien d'entre eux avaient abandonné la randonnée en cours de route à cause des averses. Quant aux 2000 mordus de la vitesse du Tour de l'île Express, qui s'étaient préparés à parcourir les 67 kilomètres à grande vitesse, ils ont achevé le circuit en moins de deux heures sous une pluie battante. La compétition Classique cycliste, qui réunissait des professionnels et des amateurs cyclistes d'Europe, des États-Unis et du Canada, a finalement décoré du maillot rouge le Canadien d'origine polonaise Ed Karczemarczyk, chez les hommes, et l'Américaine Katrine Tobin, chez les femmes.

PHOTO JACQUES NADEAU



JEAN CHRETIEN PC
Jean Chrétien a dû se débattre, hier, devant 2000 militants libéraux à Montréal, pour expliquer sa dernière et singulière position sur Meech.

Chrétien malmené à Montréal

Pierre O'Neill

LE SIXIÈME et dernier forum des cinq candidats à la direction du Parti libéral du Canada (PLC), hier à Montréal, a été de beaucoup le plus tumultueux et excitant de la série, Paul Martin et Sheila Copps réussissant souvent à placer Jean Chrétien sur la défensive.

Dans une atmosphère survoltée qui avait presque tout d'un véritable congrès de leadership, les deux principaux adversaires du grand favori se sont donné la main pour centrer leurs attaques sur ce qu'ils jugent être une volte-face de M. Chrétien sur l'entente du lac Meech.

Référant à l'entrevue parue dans Le DEVOIR de samedi, où M. Chrétien révélait avoir contribué au trac-tations visant à sauver Meech et où il se disait maintenant favorable à sa

ratification, Paul Martin et Sheila Copps l'ont maintes fois accusé d'avoir en cela effectué un « tête-à-queue sur son banc de neige ». Encouragés par les manifestations bruyantes de centaines de supporters qui ne cessaient de scander « flip-flop, flip-flop, flip-flop », les coups ont porté et pour la première fois depuis le début de cette campagne, M. Chrétien est apparu ébranlé et nerveux. Les cris d'encouragement de ses partisans, nettement plus nombreux, répliquant par des « Let's go Chrétien », ne semblaient pas réussir à le rassurer.

Dès le départ, on a senti qu'une brise nationaliste soufflait sur l'auditoire fortement composé de jeunes. En vertu d'un tirage au sort, c'est John Nunziata qui est monté le premier au podium, lui qui avait déclaré au forum régional que les séparatistes sont tous des traîtres et des racistes. Il été copieusement

hué, surtout quand il a tenté d'expliquer son opposition à l'entente, en faisant valoir que « toutes les provinces sont distinctes ». Pour sa part, le candidat Tom Wappel a été accueilli entre les huées et l'indifférence polie.

Comme dans les forums antérieurs, c'est Paul Martin qui a servi les attaques les plus mordantes. « Moi, ma position est claire. Vous Jean Chrétien, vous avez descendu Meech, à Vancouver, à Halifax et partout au Canada anglais. Soudainement, vous changez votre fusil d'épaule. Vous avez sans cesse affirmé que le rejet de Meech serait sans conséquences et que Québec rentrerait dans le rang. Nous représentons deux visions différentes: la nostalgie et la vision d'avenir de la place du Québec dans le Canada. Plutôt que de transformer les nationalistes en séparatistes, on devrait les garder.

Voir page 14: Chrétien

Les immigrants apprendront pour apprendre le français au Québec

Paul Cauchon

PENDANT que des négociations se poursuivent entre Ottawa et Québec sur les programmes de francisation, de nombreux immigrants arrivés récemment au Québec se font répondre que pour suivre des cours de français ils devront attendre au moins jusqu'à l'hiver prochain.

La ministre de l'Immigration du Québec, Monique Gagnon-Tremblay, a demandé d'analyser et de revoir tous les programmes de francisation de son ministère, dont ceux qui sont gérés dans le cadre d'une entente avec Ottawa.

« Comme les délais s'allongent, nous sommes très inquiets. Plusieurs immigrants, dans l'impossibilité de suivre immédiatement des cours de

français, vont travailler en anglais », dit Brian Melanson du Carrefour d'aide aux réfugiés Sainte-Croix, un des organismes d'aide aux réfugiés et aux immigrants.

« C'est un délai théorique, tout devrait rentrer dans l'ordre lorsque les négociations seront terminées », réplique Bruno Boucher du cabinet de Mme Gagnon-Tremblay. « De toute façon, ajoutez-il, le ministère gère ses propres cours de français, auxquels on peut encore s'inscrire. »

Mais l'information sur ces autres types de cours semble mal gérée puisque des immigrants se plaignent. De plus, on ne sait trop si l'attente actuelle pour les immigrants est causée par un délai administratif ou par des problèmes politiques liés aux négociations.

Chaque année, le gouvernement fédéral et le gouvernement provin-

cial renégocient l'entente annuelle qui permet au gouvernement québécois d'offrir des cours dans les Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI).

Cette entente concerne un programme fédéral dont le principe est le suivant : Ottawa achète des heures-élèves et la province dispense les cours.

Pour Ottawa, ce programme en est un d'abord d'emploi permettant aux immigrants allophones d'apprendre une des deux langues officielles. Il est à remarquer que dans l'optique fédérale un immigrant parlant anglais n'est pas obligé de suivre ces cours puisqu'il peut déjà s'insérer sur le marché du travail au Canada.

Pour Québec, cependant, ce pro-

Voir page 14: Les immigrants

Bush et Gorbatchev n'ont presque plus de sujets de discorde

d'après AFP et Reuter

WASHINGTON (AFP) — Le sommet de Washington n'aura pas permis à George Bush et à Mikhaïl Gorbatchev de s'entendre sur la question allemande et la crise balte, mais les deux présidents sont convenus de se rencontrer plus régulièrement.

Après une conférence de presse commune à Washington, le président soviétique a visité Minneapolis pendant quelques heures et s'est ensuite envolé pour San Francisco où il doit rencontrer le président sud-coréen Roe Tae-woo aujourd'hui avant de quitter les États-Unis pour

l'Union soviétique.

MM. Gorbatchev et Bush ont déclaré avoir appris à mieux se connaître en terminant un sommet de trois jours maigre en résultats spectaculaires, malgré une pléiade d'accords et de déclarations conjointes.

« Nous avons appris à très bien nous connaître (...) Nous avons une bonne relation humaine », a déclaré M. Gorbatchev après trois jours de discussions.

Les différences restent pourtant entières sur l'Allemagne et sur la Lituanie. M. Bush a bien affirmé, dans une conférence de presse conjointe, que le chef du

Voir page 14: Bush

PIERRE BILLON

L'ULTIME ALLIANCE

Pierre Billon pose le problème de la survie de l'humanité dans une fable terrible mais remplie d'espoir.

«Érudit, habilement monté, extrêmement visuel, c'est un roman riche, passionnant, éblouissant, épatant!»
Jean-Roch Boivin, *Voir*

Par l'auteur de «L'Enfant du cinquième Nord».

SEUIL

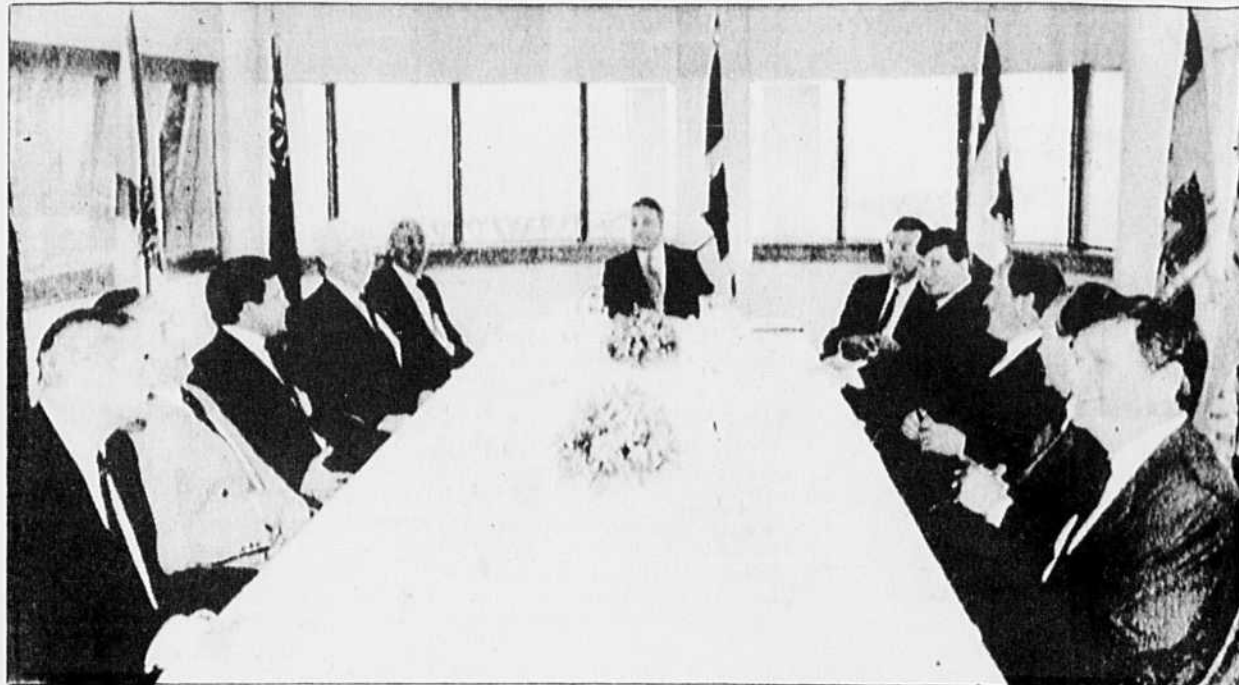


PHOTO CP

La table des onze

Le premier ministre Brian Mulroney s'est mis à table, hier soir, au Musée de la civilisation, en présence des dix premiers ministres provinciaux dans le mince espoir de les amener à ratifier l'accord du lac Meech.

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Bush

Kremlin acceptait comme lui que les Allemands décident eux-mêmes de leur appartenance à l'Alliance atlantique ou au pacte de Varsovie.

Mais M. Gorbatchev a répété que si l'Occident cherchait à imposer une solution à l'URSS, celle-ci devrait revoir sa position aux négociations de Vienne sur les réductions des forces conventionnelles en Europe.

Les deux chefs d'État ont évacué le problème en remettant le dossier à leurs ministres des Affaires étrangères.

M. Gorbatchev a répété, par ailleurs, que la dissidence de la Lituanie était une affaire intérieure à l'URSS, position rejetée par les États-Unis qui n'ont jamais reconnu l'annexion des pays baltes en 1940.

M. Bush, tout en reconnaissant qu'il n'avait pas obtenu l'assurance d'une levée du blocus économique de Moscou contre Vilnius, a cependant décidé de signer un accord commercial avec l'URSS. Ceci devrait permettre d'accorder à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée, qui lui garantirait les tarifs douaniers les plus bas possibles.

Le président américain a en fait remis l'affaire entre les mains du Congrès, qui pourra refuser d'approuver l'accord commercial. Le porte-parole de la Maison-Blanche Marlin Fitzwater a reconnu que la signature de cet accord n'était qu'un symbole de la volonté du gouvernement d'aider M. Gorbatchev.

Les autres accords sont moins importants qu'il n'y paraît. Les deux présidents ont, comme prévu à Malte, en décembre dernier, approuvé une déclaration sur les grandes lignes d'un traité START réduisant de 30 % les arsenaux stratégiques.

En réalité, une seule des quatre questions clés qui bloquent encore un accord a été réglée avant ce sommet. Les deux parties ont fixé un plafond au nombre des têtes nucléaires dont seront dotés les missiles mobiles. Les négociateurs américains prévoyaient, dès le mois dernier, que ce serait le problème le plus facile à régler.

En revanche, les experts butent toujours sur la vieille question du

bombardier soviétique Backfire — que Moscou voudrait exclure du traité —, les essais du missile soviétique SS-18 — que Washington veut limiter — et les ventes de missiles Trident-2 américains à la Grande-Bretagne — qui inquiètent l'URSS.

Les Soviétiques ont reçu la promesse qu'une deuxième ronde de négociations START, plus ambitieuse, s'ouvrirait dès la signature du traité START I. Mais l'expression le plus tôt possible, que contient la déclaration commune, laisse aux États-Unis une porte de sortie.

M. Bush et Gorbatchev ont, il est vrai, signé un accord sur la destruction progressive de leurs stocks d'armes chimiques et l'arrêt de la production de ces gaz de combat. Il était déjà acquis en principe dès février dernier.

La plupart des accords mineurs rétablissent en fait des liens qui avaient été coupés dans les années 1980 quand le président Ronald Reagan pourfendait l'empire du mal. Ils n'en sont pas moins le signe d'une coopération entre les deux super-puissances auquel les deux présidents ont voulu donner une impulsion nouvelle.

À Bonn, le chancelier Helmut Kohl s'est réjoui hier des résultats du sommet de Washington sur la question allemande, en dépit de l'impuissance de M.M. Bush et Gorbatchev à aplacer leurs divergences de vues sur le statut militaire du futur État allemand unifié.

« Le sommet entre le président Bush et le président Gorbatchev a amélioré le cadre international du processus d'unification allemande », estime Kohl dans un communiqué.

Kohl, qui doit rencontrer Bush à la Maison-Blanche dans le courant de la semaine, souhaite que cette question soit résolue dans le cadre des travaux de la Conférence sur la sécurité en Europe (CSCE), qui regroupe les 35 États signataires de l'Acte final d'Helsinki.

◆ Les immigrants

gramme, par la force des choses, en est devenu un de francisation, et on veut en revoir actuellement les modalités dans ce sens.

« La ministre a demandé d'accélérer la négociation », ajoute Bruno Boucher.

Du côté fédéral, un des responsables du dossier, André Secours, chef de la formation en établissement au ministère fédéral de l'Immigration, confirme qu'un sous-comité évalue actuellement les listes d'attente à ces cours et les modalités de forma-

tion. « Nous nous demandons s'il y a lieu d'acheter plus de classes. Mais nous cherchons à dégager de nouveaux cours à partir des mêmes sommes disponibles. »

Au cabinet Mme Gagnon-Tremblay on nie la rumeur voulant que le ministère s'apprête à réduire de 20 % les classes de français. « C'est un scénario tout à fait hypothétique dans le cas où on ne pourrait pas s'entendre avec Ottawa », soutient Bruno Boucher.

André Secours parle du 30 juin comme d'une date où l'on espère terminer cette négociation, mais il refuse de lier l'actuelle négociation à l'échéance du lac Meech. Cette attitude est d'ailleurs partagée par les sources officielles au ministère provincial. On sait que l'accord du lac Meech prévoit que Québec puisse rapatrier un certain contrôle sur le choix de ses immigrants. Le Canada s'engagerait aussi à se retirer de tout service en matière de réception et d'intégration (y compris l'intégration linguistique) lorsque ces services sont fournis par le Québec, ce retrait devant s'accompagner d'une juste compensation.

À la Commission permanente de la culture, qui étudie cette semaine les crédits de son ministère, l'opposition a demandé à la ministre Gagnon-Tremblay de confirmer la rumeur voulant que le gouvernement fédéral coupe dans ses transferts pour la prochaine année financière. La ministre a répondu que rien n'indique que cela soit vrai.

Par ailleurs, on invoque à Québec des problèmes administratifs et logistiques pour expliquer le retard actuel. Le nouveau « Centre régional du Parc », sorte de super-COPI qui devrait contenir 80 classes, s'installe actuellement dans les locaux de l'école William-Hingston de la CECM, dans le quartier Parc-Extension à Montréal.

La grosseur de ce nouveau COFI est d'ailleurs contestée par le syndicat des professeurs de COFI, qui voudrait voir de plus petits établissements situés dans des quartiers francophones, où les immigrants pourraient, selon lui, mieux s'intégrer à la collectivité.

◆ Chrétien

Nous pouvons construire sur le mariage des nationalistes canadiens et québécois. Le pays avant la chefferie.

Accueilli par les « flip-flop et les vendu » des turbulents partisans de Martin et Copps, Jean Chrétien a tenté d'expliquer qu'il n'a jamais dévié de sa position première et qu'il a toujours maintenu que sans clarifications, Meech ne passerait jamais. « J'invite les premiers ministres participants ce soir au dîner de Hull à mettre de l'eau dans leur vin. S'il n'y a pas d'accord, ce ne sera pas la faille d'un pays, mais la faillite d'un gouvernement. On ne bâtit pas un pays sur la peur, car la peur engendre la peur. On bâtit un pays sur le compromis. Il faut bâtir un Canada fier et indépendant. » Un plaidoyer maintes fois interrompu par les huées des clans adverses.

D'entrée de jeux, Sheila Copps reprit là où Paul Martin avait laissé, en accusant Jean Chrétien d'avoir pensé à sa carrière avant les intérêts supérieurs du pays. « Vous n'avez pas compris le Québec et vous jouez avec la survie du Canada. On ne trouve pas l'avenir en regardant dans le rétroviseur. Puis, elle s'est amusé, textes à l'appui, à citer les contradictions de différentes interventions que M. Chrétien a faites pendant la campagne et démontrant que sur le droit de veto du Québec, la réforme du Sénat et la clause non-obstant, il n'a pas tenu le même discours au Québec qu'au Canada anglais.

Le point culminant de l'affrontement est survenu au cours de cette dernière période où les échanges directs sont permis. Accusé de menteur et d'hypocrite par des manifestants, M. Chrétien a décidé de passer à l'offensive. Dans un premier temps, il a rappelé à Paul Martin qu'il avait appuyé le rapport Charest au caucus des députés libéraux. Indigné, Paul Martin a répliqué qu'il pas le droit de révéler le huis clos du caucus et qu'il a appuyé le rapport uniquement comme base de négociations.

En contre-attaque, Paul Martin a alors sommé Jean Chrétien de répondre par un oui ou un non : « Accepteriez-vous l'accord tel quel, pour éviter la souveraineté-association? ». Question à laquelle M. Chrétien a répondu : « Si la Charte des droits n'est pas protégée des effets de la clause sur la société distincte, c'est non. »

Outre la question centrale du lac Meech, les cinq candidats ont été appelés à se prononcer, avec plus ou moins de convictions, sur les problè-



PHOTO AP

Ce n'est qu'un au revoir

Le président des États-Unis, George Bush, et son épouse Barbara ont pris congé hier du couple présidentiel soviétique en promettant de se revoir bientôt. Mikhaïl et Raisa Gorbatchev doivent visiter San Francisco aujourd'hui et retourner en Union soviétique ce soir.

Les Acadiens en quête d'autonomie

CARAQUET (PC) — Déçue des réalisations du bilinguisme officiel, la Société des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick (SAANB) accentuera ses efforts pour obtenir une plus grande dualité ministérielle et entamera une vaste consultation populaire pour définir les options politiques favorisant une autonomie politique et administrative de l'Acadie.

Au terme de trois jours de réflexion en assemblée générale provinciale à Caraquet en fin de semaine, la SAANB a écarté le projet de création d'un mouvement autonomiste. Elle a malgré tout adopté une forte résolution en faveur d'une autonomie politique et administrative sans en préciser les moyens. L'organisme devra donc trouver les fonds nécessaires à une importante consultation populaire pouvant durer jusqu'à deux ans et demi, selon son président Réal Gervais, qui a par ailleurs été reconduit sans ses fonctions.

Les membres de la SAANB étaient fort nombreux lors de la journée de samedi. Quelque 200 personnes ont assisté au dîner-conférence en présence du vice-président du Parti québécois Bernard Landry. Ils étaient cependant moins de 60, dimanche, pour l'adoption des résolutions. Une majorité des deux tiers a voté le retrait d'une proposition de l'historien Léon Thériault favorable à l'émergence d'un mouvement auto-

nomiste. Le retrait de cette proposition a surpris M. Thériault puisque les membres de l'organisme ont ensuite adopté une autre résolution prônant l'autonomie politique.

La résolution se fonde sur l'engagement de la SAANB envers la dualité linguistique et la création d'organismes homogènes, telle l'Association des municipalités du N.-B. De la sorte, il a été recommandé que l'organisme instaure un mécanisme de concertation communautaire et sectorielle en vue de l'obtention d'une plus grande autonomie politique et administrative.

« Je suis mal placé pour dire si les gens ont eu peur. Il y a eu un manque de définition sur ce que serait un mouvement autonomiste. L'objectif de cette assemblée était de créer un forum pour que les membres se prononcent sur leur vision de l'avenir », a dit le président Réal Gervais.

« Nous n'avons pas choisi d'options. Nous avons choisi le processus pour y arriver », a-t-il continué.

Une table ronde, samedi, avait donné le ton aux discussions en ateliers.

L'éditeur du magazine *Ven'd'est*, Euclide Chiasson, avait pressé les membres de la SAANB de devancer les politiciens pour obtenir plus d'autonomie politique. La notion de dualité contribue au concept de peuple et combat l'assimilation, selon lui. Le bilinguisme, a repris avec force le

politologue Roger Ouellette, et le fruit empoisonné des années Trudeau. Les élus, croit-il, ont le courage des gens qui les élisent. L'ex-président de l'organisme Me Michel Doucet, a insisté sur le besoin d'obtenir une dualité ministérielle. Le bilinguisme, a-t-il insisté, ne fonctionne que dans la mesure où les deux parties sont égales. L'enclassement de la Loi 88 dans la constitution n'est pas une fin en soi, mais un outil que la journaliste Ghislaine Foulém dit être le seul moyen d'assurer l'égalité entre Acadiens et anglophones. Prudent, le ministre président du Conseil de gestion du N.-B. Gérard Clavette, a rappelé que l'économie est un facteur déterminant et que l'Acadie ne peut tout se payer. Le bilinguisme officiel, a-t-il dit, offre beaucoup de possibilités. La province n'a pas les moyens ni la population pour doubler ses structures administratives. Logiquement, explique-t-il, il en coûte moins cher de payer un fonctionnaire bilingue que d'en embaucher deux unilingues pour chacune des communautés linguistiques de la province.

« L'argument que ça coûte cher n'est pas l'argument principal », a dénoncé Me Michel Doucet qui n'a pas hésité à faire le parallèle avec les résistances auxquelles s'est heurté le projet de parité salariale entre les deux sexes.

des de l'environnement, la politique étrangères, la pauvreté urbaine et l'immigration. Des 2,300 militants libéraux qui ont participé à ce dernier forum régional, plusieurs reconnaissent que le traitement qui a été fait à M. Chrétien augure mal pour l'unité du parti.

◆ Le dîner

point avec son collègue de Terre-Neuve, Clyde Wells. « Si les autres rejettent l'hypothèse d'un compromis, a-t-il précisé alors, ça n'a pas l'air très prometteur. »

Les positions des uns et des autres semblent très fermes, constate de son côté Frank McKenna du Nouveau Brunswick, lui qui n'était pas certain, à son entrée au dîner, de l'espace entre les provinces.

Tandis que les Wells, Filmon et McKenna insistent sur le fait qu'ils tiennent mordicus à des concessions, leurs collègues leur préparaient un véritable savon sur l'intérêt supérieur du Canada.

« La place légitime du Québec dans la confédération ne devrait pas être rendue tributaire de la réforme du sénat », lance Joe Ghiz de l'Ile-du-Prince-Édouard tandis que Don Getty de l'Alberta fait de ce que « le Québec se sente confortable dans la Confédération » une des priorités de ces négociations de la dernière chance.

« Je ne crois pas que le sénat soit le cœur et l'âme de ce pays », s'exclame presque sur le ton de l'impitoyable Grant Devine de la Saskatchewan, qui ajoute : « Je prendrais le sénat tel quel pour garder intact le pays. »

Presque à l'arrière-plan de ce véritable concert d'encouragement à ratifier le lac Meech tel quel et dans

les délais prévus, le premier ministre Brian Mulroney jette, en chemin pour son dîner-sauvetage : « L'unité du Canada n'est pas une chose à dédaigner. »

Malgré des tractations presque continues depuis un mois, les premiers ministres défendent toujours des positions diamétralement opposées sur des sujets-clés de l'accord, en particulier le veto du Québec sur la réforme du sénat. À un moindre degré, la question de la relation de la clause de société distincte et de la Charte des droits est toujours en suspens.

Le Manitoba et Terre-Neuve exigent également que la ratification éventuelle du lac Meech soit liée à celle des ajouts sur lesquels les premiers ministres pourraient s'entendre pour résoudre l'impasse.

Mais plusieurs provinces argumentent, dans le même sens que Québec, que les attentes des provinces dissidentes sont irréalistes. Pas question précisait hier John Buchanan de la Nouvelle-Écosse d'entrevoir autre chose d'ici le 23 juin qu'un énoncé politique qui établirait la liste des préoccupations de ces provinces en prévision de la prochaine ronde.

◆ Bourassa

Il faut réaliser, a-t-il expliqué, que physiquement personne n'a le temps d'adopter des modifications dans les assemblées législatives, dit-il, notant que ce ne serait certes pas réaliste de penser dans les autres provinces que son gouvernement pourrait d'ici le 23 juin retourner devant l'Assemblée nationale pour modifier l'accord.

Si des compromis doivent être faits de la part du Québec, M. Bourassa a dit que ce sera sur l'ordre du jour de la prochaine ronde de négociation. Le Québec ayant eu satisfac-

tion avec l'accord du lac Meech, il sera alors normal de donner priorité aux demandes des autres provinces.

Ces compromis pourraient être faits à l'intérieur d'une déclaration politique que les premiers ministres seraient amenés à signer à l'issue de leur conférence. Dans cette déclaration, le Québec ne saurait aller plus loin, a dit la semaine dernière M. Bourassa, que de définir les paramètres des sujets qui seraient alors inscrits à l'ordre du jour.

Dans cette déclaration, certaines provinces voudraient inscrire des éléments qui pourraient expliquer ou circonscrire la portée de certains éléments de l'accord du lac Meech. On voudrait tout particulièrement le faire pour le concept de société distincte pour préciser que ce concept n'amoinirait pas la portée de la Charte des droits.

À nouveau hier soir, le premier ministre Bourassa a refusé ce genre de clarifications. Dans la plupart des cas, cela équivaudrait à des amendements, a-t-il dit.

À cette conférence, le premier ministre s'est présenté entouré de sa batterie de conseillers constitutionnels habituels : le ministre Gil Rdmillard, la sous-ministre Dinae Wilhelm, son conseiller Jean-Claude Rivest et l'expert constitutionnel André Tremblay. Aussi il avait réclamé la présence de l'ancien secrétaire du Conseil exécutif sous le gouvernement Lévesque Louis Bernard qui en 1987 l'avait également conseillé.

À son arrivée au Musées des civilisations M. Bourassa a été accueilli par une quinzaine de députés libéraux de l'Assemblée nationale venus avec quelques partisans. Leur présence avait été sollicitée au dernier moment. Curieusement ce sont les plus fédéralistes du caucus qui se sont rendus à l'invitation.

4 juin
par la PC et l'AP

- 1986 selon un rapport de l'ONU 3500 civils ont été tués et 75 vil-lages détruits par les Soviétiques en Afghanistan.
- 1985 l'étude des renseignements transmis par la sonde américaine Voyager II montre qu'Uranus est entourée de 20 anneaux et de 16 satellites.
- 1980 l'étoile du Hockey, Gordie Howe, annonce sa retraite, à l'âge de 52 ans.
- 1979 le cabinet du premier ministre Joe Clark entre en fonction.
- 1978 le gouvernement du Québec autorise les dépanneurs à vendre des boissons alcoolisées.
- 1976 le Canada annonce son intention de porter à 200 milles marins ses limites territoriales au large des côtes.
- 1975 le Parlement grec autorise le roi Constant II à revenir en Grèce et à briguer, s'il le désire, un mandat politique.
- 1974 une épidémie de varicelle fait au moins 10 000 morts dans l'État indien de Bihar.
- 1970 le royaume de Tonga, dans le Pacifique, devient membre du Commonwealth britannique.
- 1967 à Las Vegas, Glynn de Moss se marie pour une 18e fois.
- 1965 Claude Wagner devient le premier ministre de la Justice du Québec.
- 1963 le président du syndicat des Métallos, James Hoffa, et sept de ses acolytes sont reconnus coupables de fraudes totalisant 20 millions de dollars.
- 1959 les plantations et sucreries américaines à Cuba sont nationalisées.
- 1956 le Caire annonce que l'Égypte ne renouvellera pas la concession de la compagnie du canal de Suez, à son expiration, en 1959.
- 1949 le porte-avions canadien «Magnificent» frappe des récifs au large de la Nouvelle-Écosse, subissant ainsi des dommages de plus de 750 000 \$.
- 1948 mort de Louis Lumière, chimiste et industriel français, né en 1864, qui, avec son frère, Auguste, inventa le cinéma en 1895.

- 1946 le général Juan Peron revient à Buenos Aires et renverse le gouvernement du président Ramon Castillo.
- 1944 la Cinquième armée américaine libère Rome.
- 1942 bataille de Midway, dans le Pacifique: la marine américaine inflige les premières pertes décisives aux Japonais.
- 1932 la guerre civile éclate au Chili.
- 1921 mort de l'écrivain français Georges Feydeau, né en 1862.
- 1912 le conseil de ville de Montréal se réunit pour discuter de la création d'un service d'autobus.
- 1896 Henry Ford effectue avec succès l'essai d'une automobile, en pleine nuit, à travers les rues de Détroit.
- 1876 le sultan de Turquie est assassiné.
- 1859 les Autrichiens sont défaits à Magenta par les Français, qui libèrent Milan.
- 1843 fondation de Victoria, en Colombie-Britannique.
- 1831 Léopold Ier devient roi des Belges.
- 1870 arrivée du capitaine William Owens, de la marine royale, à Campbellello.
- 1763 les indiens Chippewas capturent Fort Michilmackinac, après avoir «endormi» la garnison en jouant à la crosse; au cours d'un jeu de passe, (ou de passe-passe) les indiens suivent la balle errante dans le fort qui fut ainsi investi.
- 1647 l'armée anglaise prend en otage le roi Charles Ier.
- 1613 à la recherche d'un passage maritime vers la Chine, Samuel de Champlain débarque sur un site qui deviendra éventuellement Ottawa.
- 1534 Jacques Cartier découvre l'Ile-du-Prince-Édouard.
- Il s'est né le 4 juin: le chanteur d'opéra Robert Merrill à 68 ans; l'acteur Gene Barry à 65 ans; l'acteur Dennis Weaver à 63 ans; l'acteur Bruce Dern à 51 ans; l'acteur John Barrymore Jr. à 55 ans; l'actrice Rosalind Russell à 76 ans.

